

Discours du président Bachar el-Assad, le 20 juin 2011

Dans son troisième discours depuis le début des troubles en Syrie, le 18 mars, le président Bachar el-Assad a proposé un programme exhaustif de réformes politiques, économiques, administratives et juridiques, renforçant les libertés et consolidant la démocratie, et susceptible de placer la Syrie sur le chemin de la modernité. Le président Assad a évoqué l'amendement de la Constitution, voire la rédaction d'une nouvelle loi fondamentale qui serait soumise à un référendum populaire. Il a établi un calendrier pour la mise en œuvre de ces réformes qui n'excéderait pas la fin de cette année. Il a par ailleurs réaffirmé la détermination des autorités à lutter contre les extrémistes armés qui sèment peur, mort et destruction dans le pays.

Voici le texte du discours du chef de l'Etat syrien:

Discours de Monsieur le Président

20 juin 2011

Que la paix soit sur vous, sur la Syrie et sur toute personne qui sauvegarde cette chère patrie ; Que la paix soit sur le peuple, l'armée, les forces de sécurité et sur quiconque veille à empêcher la discorde et à l'enterrer dans ses terriers détestables. Que la paix soit sur toute mère qui a perdu un être cher, sur tout enfant qui a perdu son père, sur toute famille qui a perdu un enfant. Que la paix soit sur l'âme de nos martyres dont le sang a fait pousser des marguerites au printemps et en été, lorsque les saisons des fleurs et de la floraison ont été remplacées par celles du complot et du meurtre. Mais en Syrie, même les saisons du complot fleurissent. Elles fleurissent dignité et invincibilité.

Je m'adresse aujourd'hui à travers vous à tout citoyen syrien dans notre patrie... J'ai voulu que ma rencontre avec vous soit directe pour consacrer l'interaction et la spontanéité qui ont marqué notre relation. J'aurais souhaité rencontrer chaque citoyen syrien, mais je suis convaincu que rencontrer certains d'entre vous à n'importe quelle occasion me donne le sentiment d'être en contact direct avec vous tous. Je salue à travers vous chaque citoyen et citoyenne, chaque frère et sœur, chaque jeune homme et jeune fille, chaque père et mère, qui expriment leur attachement à l'unité de leur patrie, œuvrent pour sa sécurité et prodiguent les sacrifices pour qu'elle demeure puissante.

Si j'ai mis du temps à m'adresser à vous malgré l'insistance de certains que j'ai rencontrés, c'est parce que je ne veux pas une plateforme de propagande. Je n'ai pas voulu parler de ce que nous allons réaliser mais de ce qui a été réalisé ou de ce qui est en cours de réalisation, afin que mon discours soit dans le fond fondé sur ce que j'ai entendu et constaté chez les citoyens durant les dernières semaines. La crédibilité qui a été à la base de ma relation avec le peuple et qui a été fondée sur l'action et non sur la parole, sur le fond et non sur la forme, a bâti la confiance dont j'ai senti la grandeur et l'importance durant les rencontres populaires que j'ai tenues récemment. Bien qu'elles aient eu lieu avec des groupes relativement peu nombreux par rapport à l'ensemble du peuple syrien, ces rencontres ont clairement incarné la grandeur de ce peuple plein de lucidité, de patriotisme, d'intelligence, de dignité et de fierté.

Le fait que j'ai tardé de prendre la parole a ouvert la voie à beaucoup de rumeurs dans le pays. Je les ai entendues, vous aussi. Les rumeurs ne sont pas importantes. Le plus important pour moi c'était le temps. Ce temps m'était nécessaire. Chaque jour, les événements nous apportaient de nouveaux renseignements. Chaque rencontre que j'ai eu avec les citoyens, avec les multiples délégations populaires, m'apportait des informations supplémentaires.

Quant aux rumeurs, beaucoup de délégations venaient s'assurer que les rumeurs étaient

mensongères, ou voulaient s'assurer que j'allais bien. Toutes les rumeurs que vous avez entendues concernant le Président, sa famille, son travail, sont sans fondement.

Elles sont toutes fausses, qu'elles soient mensongères ou innocentes.

Nous nous rencontrons aujourd'hui à un moment décisif dans l'histoire de notre pays, un moment que nous voulons ainsi de notre propre choix et par notre propre détermination, décisif entre un passé chargé de trouble et de souffrance où s'est écoulé du sang innocent qui a affligé le cœur de tout Syrien, et un avenir plein d'espoir de voir les plus belles images d'harmonie et de sérénité, dont notre pays a tant joui, s'y rétablir sur une base solide de liberté, de solidarité et de participation.

Nous avons vécu des jours difficiles que nous avons payés chers de notre sécurité, de notre stabilité et de notre développement. C'était une épreuve inhabituelle qui a assombri notre pays et entraîné une situation de confusion et de déception, en raison d'actes de trouble, de tuerie, de terreur frappant les citoyens, de sabotage des biens publiques et privés et ce durant les émeutes populaires. Plusieurs martyrs sont tombés parmi les citoyens, les agents de sécurités, les policiers et l'armée. Il y a eu beaucoup de blessés. C'était une grande perte pour leurs parents, leurs familles et pour la patrie... C'était pour moi personnellement une lourde perte. J'implore à tous les martyrs la miséricorde et le pardon de Dieu, et présente mes sincères condoléances à leurs familles et parents.

Autant nous sommes affligés par leur perte et la douleur qu'elle a causée, nous sommes emmenés à méditer cette expérience profonde et importante sous ses deux aspects, négatif avec toutes les pertes de vie et de propriétés aux niveaux matériel et moral, et positif en terme d'épreuves importantes pour nous tous, à travers lesquelles nous avons découvert notre vraie substance patriotique dans toute sa puissance, sa fermeté et ses points faibles. Puisqu'on ne peut pas faire revenir la montre en arrière, notre seul choix est d'aspirer à l'avenir. Nous disposons de ce choix lorsque nous décidons de prendre nous-même notre avenir en main plutôt que de le laisser aux événements, lorsque nous contrôlons les événements et non l'inverse ; lorsque nous les dirigeons plutôt que de se laisser diriger par eux. Cela signifie que nous devons bâtir sur une expérience riche qui a révélé les points faibles, et sur une analyse profonde qui tire les bonnes leçons, de manière à transformer les pertes en gains. C'est alors que les âmes des martyrs trouveront le repos. Leur sang n'aurait pas alors coulé en vain, et ils se seraient sacrifiés pour fortifier leur patrie et la rendre plus invincible.

Dans tout cela, nous regardons en avant. Mais pour porter un regard sur l'avenir, il faut certainement lire à fond le passé et comprendre le présent de manière précise. Il est évident que la question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir ce qui se passe et pourquoi. Est-ce qu'il s'agit d'un complot ? Et qui l'a tramé ? Ou est-ce que c'est de notre faute ? Le cas échéant, où réside-t-elle ? Il y en a tant d'autres toute normales dans les circonstances actuelles.

La solution réside pour nous de résoudre nous-même nos problèmes et d'éviter les accumulations qui affaiblissent notre immunité nationale.

Je ne pense pas que la Syrie soit passée par une étape où elle ne fut pas l'objet de divers complots avant comme après l'indépendance, et ce pour plusieurs raisons dont certaines sont liées à son important statut géopolitique. D'autres sont liées à ses positions politiques fermement attachées à ses principes et ses intérêts. Les complots sont comme des microbes, ils se reproduisent à tout instant et à tout endroit. Ils ne peuvent être exterminés, mais on peut œuvrer à renforcer l'immunité de notre corps pour les repousser. Les positions politiques et médiatiques que nous avons vues non pas besoin d'être longuement analysées pour confirmer l'existence de tels complots. Pour y faire face, on ne doit pas perdre du temps à en parler ni à en avoir peur. Il faut plutôt chercher les points faibles internes à travers lesquels les complots peuvent passer, et y remédier. Il ne sera plus important alors de parler d'un complot tramé à l'extérieur et ultérieurement exécuté dans le pays.

C'est bien le déséquilibre qui a encouragé les autres à tenter d'intervenir. La solution consiste à ce que nous remédions nous-même à nos problèmes et à éviter les accumulations qui affaiblissent notre immunité Nationale.

Les germes se trouvent partout, sur l'épiderme, dans les intestins. Les savants à travers l'histoire n'ont jamais pensé les éradiquer complètement. Ils ont toujours réfléchi sur la manière d'améliorer l'immunité du corps humain. C'est ce à quoi nous devons réfléchir. C'est plus important que de faire des analyses relatives au complot. Je ne pense pas d'ailleurs que les données révéleront prochainement tous les détails, qui ne paraîtront peut-être pas pour plusieurs années. Cependant, certains disent qu'il n'y a pas de complot. Ce n'est pas non plus objectif, non pas en raison de la crise mais à l'égard des circonstances et du contexte historique syrien. Que dit-on des positions politiques extérieures flagrantes pour les pressions qu'elles exercent sur la Syrie, et des tentatives d'ingérence dans ses affaires intérieures, non pas dans l'intérêt du citoyen syrien mais pour atteindre un objectif bien connu : renoncer à tous les principes, les droits, les intérêts et les politiques auxquels vous tenez.

Que dire de ces positions politiques ? Que dire des pressions médiatiques ? Que dire des cellulaires développés que nous commençons à repérer en Syrie et qui sont largement utilisés par les saccageurs ? Que dire de la falsification dont nous avons été tous témoins ? Nous ne pouvons les qualifier d'actes de bienfaisances ! Il s'agit sans aucun doute d'un complot. Mais nous n'allons pas perdre notre temps à en parler. J'ai tenu les mêmes propos devant le conseil des ministres, ainsi que dans mon discours devant l'assemblée peuple. Je le redis sans cesse : nous devons nous concentrer sur la situation intérieure. Dans mon discours aujourd'hui je n'évoquerai que la situation intérieure, et je n'accorderai aucune importance à ce qui est extérieur, ni positivement ni négativement.

Ce qui se passe dans la rue a trois composantes : d'abord il y a ceux qui ont des besoins ou des demandes auprès de l'Etat. J'ai déjà évoqué les demandes légitimes. L'Etat a le devoir d'œuvrer inlassablement à satisfaire ces demandes dans les limites du possible. Nous devons tous en tant que responsables écouter nos concitoyens, dialoguer avec eux et les aider sous le toit de l'ordre public. L'effort déployé par l'Etat pour appliquer la loi et imposer l'ordre ne justifie pas qu'on néglige les demandes des gens. De même, les besoins urgents de certains ne justifient nullement qu'on cherche à répandre le désordre, à violer la loi ou à porter atteinte aux intérêts publics.

Cette composante, j'en ai rencontré des représentants ? Lorsque je parle de la composante de ceux qui ont des besoins, je ne veux pas dire nécessairement par-là les manifestants, mais quiconque a besoin. Certains d'entre eux ont manifesté, mais la grande majorité ne l'a pas fait, tout en ayant des besoins à satisfaire. Nous devons communiquer avec eux. J'ai rencontré plusieurs délégations. Certaines avaient manifesté, d'autres non. Elles étaient venues de toutes les régions syriennes et appartenant à toutes les catégories de la société.

Je peux dire qu'il faut les distinguer des saccageurs. Ces derniers ne sont que minoritaires. Ils étaient bien sûr influents et ont tenté d'exploiter les autres, qui sont bons et majoritaires, en vue d'atteindre plusieurs visés. Il est donc particulièrement important de distinguer les deux catégories. Cette composante est donc patriotique. Toutes les demandes que j'ai recueillies ont été formulées sous le chapiteau de la Nation. Il n'y a pas d'agendas extérieurs, ni de liens avec l'étranger. Ils s'opposent à toute ingérence extérieure sous quelle forme qu'elle soit. Ils souhaitent participer et ne pas être marginalisés. Ils veulent la justice. Beaucoup de points ont été soulevés, par exemple des choses accumulées depuis trois décennies, depuis l'époque des conflits avec les frères musulmans. Cette période noire des années quatre-vingts. De nouvelles générations en payent toujours le prix : pas d'emploi, pas de permission de sécurité. Pratiquement, nous avons porté quelqu'un responsable de la faute d'autrui c'est injuste. Bien entendu, nous avons commencé à régler ce type de problèmes que j'ai entendus de la part de plusieurs délégations, en particulier celles d'Idleb et de Hama. Nous

avons commencé à résoudre ce problème. Nous allons le régler une fois et pour toute, car il est inadmissible qu'après trois décennies on continue à vivre dans une époque noire.

Ce sont des questions relatives à la justice et à un sentiment d'injustice ressenti par tout citoyen. Certaines questions sont relatives aux passeports. Il y a deux ans, si je me souviens bien, nous avons donné à toutes nos ambassades à l'étranger des directives pour donner des passeports aux personnes qui font objet de poursuites, qui sont donc en fuite ou qui ne le sont pas mais qui croient être recherchées. Beaucoup d'entre eux avaient peur et ne se sont pas présentés aux ambassades pour recueillir leurs passeports, même après la dernière amnistie générale décrétée. La peur persiste toujours, ce qui empêche les gens de prendre l'initiative envers les institutions de l'Etat. Ils ressentent parfois une injustice qui n'existe pas.

Puisqu'on évoque l'amnistie générale, j'ai senti à travers mes dernières rencontres que beaucoup n'en étaient pas satisfaits. En effet c'était l'amnistie la plus générale décrétée depuis vingt-trois ans. Je pense qu'il y en a eu une similaire en 1988. Cependant, on a souhaité qu'elle soit plus générale. D'habitude, nous n'évoquons pas de noms mais des critères. Nous disons : « l'amnistie est générale, mais ne touche pas les crimes de drogue, de terrorisme, de résistance armée, de crimes moraux... ». Mais étant donné les circonstances actuelles, et d'après ce que j'ai entendu de plusieurs personnes, ou de ce qui m'est parvenu d'autres personnes que je n'ai pas rencontrées, je demanderai au ministre de la justice d'effectuer une étude de la marge qu'on peut avoir pour élargir cette amnistie, même par un autre décret, et de manière à englober les autres, sans porter atteinte pour autant à l'intérêt et la sécurité de l'Etat, ni aux intérêts des personnes touchées par ces crimes.

La deuxième composante est celle des hors-la-loi, des recherchés par la justice pour de divers actes criminels. Ils ont trouvé dans l'Etat un rival et un objectif visé, car il constitue un obstacle qui les empêche d'atteindre leurs objectifs illégitimes, et parce qu'ils sont recherchés par ses organes. Pour eux, le désordre est une occasion précieuse à ne pas manquer, pour qu'ils restent en liberté et renforcent leurs activités illégales. S'il est évident qu'on œuvre à appliquer la loi à tout le monde, cela ne doit pas nous empêcher de chercher des solutions à dimensions sociales susceptibles d'écarter ces gens de la mauvaise voie, et de les inciter à être de bons citoyens bien intégrés dans leur société.

La question pourrait être celle de savoir le nombre de ces personnes. Personnellement, j'ai été surpris par ce nombre. Je croyais qu'elles étaient quelques milliers. Au début de la crise, elles dépassaient les 64 milles personnes. Imaginez ce nombre de recherchés pour des raisons variées, avec des peines qui pourraient aller de quelques mois de prison jusqu'à la peine capitale. Ce sont des personnes en fuite, dont 24 milles sont condamnées à trois ans de prison au moins. Bien entendu, ce chiffre a un peu baissé depuis quelques jours. Il y en a désormais moins de 63 milles, car certains se sont rendus aux autorités compétentes. 64 milles correspond dans le contexte militaire à environ cinq divisions, presque une armée entière. Si quelques milliers seulement veulent porter des armes et perpétrer des actes de sabotage, vous imaginez les dégâts que l'Etat risque de subir !

Quant à la troisième composante, elle est la plus dangereuse malgré sa petite dimension. Il s'agit des extrémistes et des takfiristes. Nous avons connu et expérimenté cette idéologie depuis des décennies lorsqu'elle a tenté de s'infiltrer en Syrie. Notre pays a pu s'en débarrasser grâce à la lucidité et à la sagesse de son peuple.

Aujourd'hui, cette idéologie n'est pas différente de celle que nous avons connue depuis des décennies. Elle est bien la même. Ce qui a changé ce sont les outils, les méthodes et les visages. Cette idéologie se cantonne dans les coins sombres et se révèle au grand jour chaque fois qu'elle en a l'occasion, chaque fois qu'elle trouve le bon masque pour se déguiser. Elle tue au nom de la

religion, sabote au nom de la réforme et répand le désordre au nom de la liberté.

Il est, tout à fait, désolant qu'il y ait dans n'importe quelle société des groupes appartenant à des siècles révolues, qui nous sont parfaitement étrangers. C'est à vrai dire le plus grand obstacle qui entrave la réforme, le développement commence par l'homme et non par les ordinateurs. Il ne commence pas par la machine, ni par les législations, mais par l'être humain. Nous devons donc cerner cet esprit, si nous voulons vraiment nous développer. De toute manière, il y a d'autres composantes, dont la composante extérieure et son rôle dans la crise, dont je n'ai pas parlé. Je n'ai pas évoqué les composantes que nous connaissons tous. Il y a des gens qui sont payés pour prendre des photos et traiter avec les médias. Certains leur versent de l'argent pour prendre part à des manifestations de quelques minutes rien que pour prendre des photos. Ce sont des composantes qui ne nous intéressent pas beaucoup.

C'est ainsi qu'en observant le déroulement des événements, on constate que l'escalade et le désordre étaient la réponse à toute mesure de réforme annoncée ou réalisée. Lorsqu'il n'y avait plus aucune justification, le recours aux armes était leur seul choix pour exécuter leur plan. Les manifestations pacifiques étaient parfois utilisées comme une couverture sous laquelle se cachaient des personnes armées. Dans d'autres cas, ils agressaient les civils, la police et les militaires, en attaquant des postes militaires ou en perpétrant des assassinats. Les écoles, les commerces et les voies publiques ont été fermés par la force des armes. Les biens publics ont été saccagés, pillés et délibérément incendiés. Les villes ont été disloquées les unes des autres en coupant les routes nationales. Cela a constitué une menace directe du mode de vie quotidien des citoyens, de leur sécurité, de leur éducation, de leur économie, et les a empêchés de communiquer avec leurs familles.

Ils ont déformé l'image de la patrie à l'étranger. Ils ont ouvert les portes à l'intervention extérieure. Ils ont même appelé à une telle intervention, cherchant ainsi à affaiblir la position politique Nationale fermement attachée au retour de la totalité des droits Nationaux.

Ils ont invoqué un discours sectoriel détestable qui n'est pas le nôtre, auquel nous n'appartenons pas et dans lequel nous ne voyons que l'expression d'un esprit odieux entièrement étrange à notre religion, à notre histoire et à nos mœurs. A Dieu ne plaise que notre appartenance Nationale, arabe et éthique n'en soit souillée.

Bien entendu, sauf pour ce qui est de la première composante, je ne parle là que d'une toute petite minorité. La question n'est donc pas inquiétante, mais je répète qu'il convient d'y remédier. Lorsqu'ils ont échoué dans la première étape, alors qu'ils cherchaient à exploiter la première composante, celle des personnes qui ont des demandes, ils sont passés au conflit armé et aux actes de violence. Ayant aussi échoué, ils sont passés à un nouveau type d'action à Jisr al Choughour, en perpétrant des massacres horribles dont on a vu les images, tuant des agents de sécurité, saccageant le bureau de poste, or les bureau de postes sont des biens publics, la ville où ils vivent en profite. C'est l'expression d'une grande rancune. L'important c'est qu'ils possèdent des armes sophistiquées inexistantes auparavant, et des appareils de communication développés. Ils sont passés à un autre type d'action. Ils ont essayé, à proximité de Ma'arat al- Nou'man, de s'emparer des dépôts de carburant. Ils ont même pu l'occuper, et ont encerclé les forces armées intervenues pour les récupérer. Nous avons été surpris de repérer chez eux des véhicules 4X4 tout-terrain modernes porteurs d'armes sophistiquées destinées aux hélicoptères, ainsi que des appareils de communication. Ils ont tenté de commettre un nouveau massacre à Ma'arat al- Nou'man contre un groupe d'agents de sécurité, et ont failli réussir ; mais la population est intervenue et a défendu les agents de sécurité en leur donnant refuge chez eux. Certains l'ont payé cher ; ils ont été torturés, battus jusqu'à se faire casser les os. Je les salue pour leur patriotisme et j'espère les rencontrer prochainement. Bien sûr, il y en a d'autres qui ont essayé d'agir de la même manière et d'empêcher

la discorde dans plusieurs régions de la Syrie. Beaucoup ont réussi, d'autres non. Sans ce sentiment de patriotisme chez beaucoup de syriens, la situation aurait été bien pire.

Mais la réponse est venue du peuple syrien qui s'est lancé dans sa totalité pour prouver une fois de plus sa prise de conscience et sa lucidité patriotique qui ont surpassé toutes les attentes, à l'ombre d'une attaque médiatique virtuelle sans précédent à travers laquelle il n'était pas facile de distinguer la réalité de l'imaginaire ni le vrai du faux. Mais le sentiment National et la sensibilité historique que possède notre peuple et qui sont fondés sur une expérience accumulée à travers des générations étaient de loin plus forts.

L'importance de cette expérience réside donc dans le fait d'avoir révélé la profondeur de la conscience Nationale qui constitue le plus important garant pour faire aboutir le processus de développement entrepris et qui s'appuie sur trois piliers, à savoir : la prise de conscience, l'éthique et les institutions. L'absence d'un de ces trois facteurs entraîne certainement la déviation du processus, son éloignement de ses objectifs est donc son échec avec toutes les graves implications sur notre société et notre avenir.

Ce que certains commettent aujourd'hui n'a rien à voir avec le développement et la réforme. Il s'agit de sabotage. Plus il y a de sabotage plus nous nous éloignons de nos objectifs de développement et de nos aspirations. Je n'entends pas par là uniquement le sabotage matériel dont la réparation serait plus facile. Je veux dire en premier lieu le sabotage moral, éthique et de comportement qui est difficile à réparer avec le temps, et que certains œuvrent à consacrer, et progressivement à consacrer le non-respect des institutions et de ce qu'elles représentent à l'échelle Nationale. Cela entraîne la régression du sentiment patriotique de citoyenneté qui est à la base des institutions et sauvegarder la patrie. C'est précisément ce que nos ennemis veulent qu'on fasse, et c'est là où ils veulent qu'on arrive.

Je voudrais ici poser la question de savoir si le chaos a permis de créer plus d'emplois pour ceux qui en demande. S'il a amélioré les conditions de vie en général ? S'il a amélioré la sécurité dont nous jouissons et nous étions fiers ? Il n'y a pas de développement sans stabilité, ni de réforme à travers le sabotage. Seules les lois et décisions sont insuffisantes pour réaliser le moindre progrès sans un environnement propice. Nous devons donc réparer ce qui a été saccagé, corriger les saccageurs ou les isoler. C'est alors que nous pourrons poursuivre le développement.

Tout ce qui a précédé est relatif aux principes ; quant à la pratique, il faut partir de la réalité. Celle-ci commence par les gens. Aussi ai-je commencé par une longue série de rencontres incluant toutes les catégories sociales issues de diverses régions et gouverneras syriens, en vue de comprendre et de voir la réalité tel quelle, ou le mieux possible et sous tous ses angles, et de manière à nous permettre d'établir les priorités des institutions étatiques en fonction des priorités des citoyens.

J'ai voulu comprendre les détails directement de la bouche des citoyens, loin de tous les canaux qui pourraient filtrer certaines informations, ou qui pourraient transmettre toute l'information mais non les émotions. J'ai voulu bâtir sur ces rencontres tout ce j'allais dire.

Pratiquement, mes propos, mon discours s'appuient au fond sur mes conversations avec les gens. J'ai rencontré des manifestants et des non manifestants. A vrai dire je considère que ces rencontres étaient la chose la plus importante que j'ai jamais pu faire depuis que j'assume mes responsabilités, malgré les circonstances difficiles, malgré les peines, et les frustrations. Mais je peux dire que ces rencontres étaient étonnement utiles, l'affection et l'amour que j'ai constatés auprès de ces personnes qui s'expriment au nom de la plupart du peuple syrien, je ne les ai jamais sentis de ma vie. Il est certain que j'éprouve les mêmes sentiments à leur égard, et à l'égard de tout citoyen syrien que je ne connais pas mais que je souhaite rencontrer dans des rencontres similaires. Mais

j'espère davantage pouvoir transformer cet amour en action, ce qui sera possible grâce à votre aide.

Mes rencontres étaient utiles, franches, profondes et globales. Elles ont évoqué toutes les questions posées sans exception. Certaines étaient locales au niveau de la ville et du gouvernera ; d'autres étaient générales au niveau du pays. En ce qui me concerne, les questions qui touchent les catégories les plus larges du peuple étaient prioritaires, plutôt que les questions locales si importantes soient-elles.

Les citoyens ont exprimé une colère mêlée à leur affection. Ils ont exprimé des reproches mélangés à la fidélité. Ils ont le sentiment que leur Etat s'est éloigné d'eux l'adoption par certaines politiques ou pratiques. J'ai constaté une endurance liée à plusieurs aspects dont les conditions de vie, les services, mais aussi l'atteinte portée à la dignité du citoyen, le fait de faire fi de ses opinions, et son exclusion du processus de l'édification dont il est le but ultime. Mais j'ai constaté aussi l'amour que ce peuple me témoigne, lui qui m'a tant appuyé par sa sincérité et ses positions fermes et fières, et qui m'a inspiré force et détermination à aller en avant dans notre ligne politique résistante.

J'ai constaté une grande volonté d'éradiquer la corruption, une des causes principales de l'inégalité des chances et de l'iniquité. Elle crée un sentiment d'injustice et d'oppression, outre ses graves implications morales sur la société. Ce qu'il y a de plus grave c'est la discrimination injuste engendrée dans certain cas par la corruption et qui distingue les citoyens sur des bases restreintes et détestables. Cela est susceptible en soi d'effondrer les Nations les plus invincibles. La corruption provient d'une détérioration morale, d'une propagation du favoritisme et de l'absence des institutions ce qui entraîne un manque de garant de la citoyenneté qui sera du fait remplacé par d'étroites appartenances. Il faut donc œuvrer sur le champ pour renforcer les institutions par des législations développées, et les doter de responsables qui assument pleinement leurs responsabilités et soient à la hauteur de leur poste, plutôt que d'être un fardeau pour le poste qu'ils occupent. Nous serons très fermes à l'égard de ceux qui sont incapables d'assumer cette responsabilité. Cependant, pour y parvenir, il faut trouver des canaux à travers lesquels le citoyen peut contribuer, contrôler et relever les erreurs.

J'ai dit à beaucoup de délégations : « l'Etat est capable de lutter contre la corruption ou de l'atténuer aux niveaux supérieurs ; mais aux niveaux inférieurs, il faut absolument trouver des canaux, ce qui relève de la responsabilité de l'organisme de lutte contre la corruption, dont la commission a terminé récemment l'étude des mécanismes. Tout ce que j'ai dit sur la lutte contre la corruption est beau, mais comment y parvenir ? Il est facile de dire «on doit faire ceci», mais l'exécution reste le facteur décisif.

Comme je viens de le dire, mes rencontres avaient pour but de mieux connaître à fond la réalité. Mais je me suis trouvé au cœur d'un véritable dialogue National. Le dialogue National ne se limite pas à une élite, ni au dialogue entre l'opposition et le pouvoir, ni aux seules questions politiques. C'est le dialogue de toutes les catégories sociales sur toutes les questions intéressant la Nation. A supposer que le pouvoir à certaines dimensions, et que l'opposition en a d'autres. Partout dans le monde et dans toutes les sociétés, la plupart du peuple n'appartient ni à l'un ni à l'autre. Nous ne pouvons donc parler de dialogue national, ni planifier un avenir, ni tracer l'avenir de la Syrie pour des générations et des décennies, en négligeant la majorité du peuple. D'où l'émergence de l'idée du dialogue national sous la forme récemment adoptée.

Tout en faisant indubitablement partie de ce dialogue National, je ne saurais prétendre l'avoir achevé. Je ne suis après tout qu'un individu et ceux que j'ai rencontrés ne dépassent pas les centaines ou les milliers de personnes. Mais, la Nation en compte des dizaines de millions, d'où l'idée principale de lancer un dialogue national auquel prennent part de manière institutionnelle les catégories sociales, intellectuelles et politiques les plus vastes. Un organisme de dialogue national a

été créé à cette fin, avec pour mission d'établir les principes et mécanismes susceptibles d'entreprendre un dialogue global sur les diverses questions intéressant tous les citoyens ; un dialogue qui permet d'un côté de discuter les projets de lois proposés à l'étape actuelle ; et de l'autre, de contribuer à la conception de l'avenir de la Syrie dans le sens global du terme, pour les prochaines décennies et générations, de nous aider tous à murir une vision claire de cet avenir, et de lancer une dynamique Nationale politique, sociale et économique, jusqu'à ce que les partis puissent jouer un rôle plus large dans la vie publique, après l'adoption d'une nouvelle loi sur les partis. Beaucoup d'idées ont émergées sur les formules possibles du dialogue. L'organisme de dialogue National aura pour première mission de se concerter avec les diverses activités pour parvenir à la formule la plus adéquate qui nous permettra de réaliser notre projet de réforme dans le cadre de programmes précis et dans des délais limites. Comme je l'ai dit devant le conseil des ministres, tout doit avoir une échéance ; je crois que vous souhaitez tous qu'il y ait un calendrier pour tout ce que nous évoquons. Nous pouvons donc dire que le dialogue National est le grand titre de l'étape actuelle. En commençant par cette idée, nous avons pensé que le dialogue devait se faire au niveau des gouverneras. J'ai constaté, cependant, à travers mes rencontres avec les citoyens de divers gouverneras que les mêmes questions ne se voient pas dans la même perspective. Il existe plutôt quelques différences ce qui nous a emmené à penser que le dialogue devait d'abord se faire au niveau des gouverneras, pour passer ensuite à un dialogue central fondé sur ce qui a été convenu ou sur ce qui a requis l'unanimité dans le dialogue des gouverneras. Mais plus tard et après la création de l'organisme de dialogue, étant donné la volonté de réduire le temps et vu les circonstances actuelles que traverse la Syrie, on a estimé qu'il était plus opportun d'entamer directement le dialogue central. Certaines interrogations demeuraient et relevaient désormais des compétences de l'organisme. Si nous voulons entreprendre le dialogue, qui va y prendre part ? Quels sont les critères ? Comment établir les différents axes ? Qui participe au dialogue dans chacun des axes ? Ainsi que d'autres détails techniques. Une certaine confusion demeure encore sur le rôle de l'organisme, bien que cela fût expliqué à la télévision. L'organisme ne dialogue pas, il supervise le dialogue, établit les mécanismes et le calendrier. Une fois le dialogue achevé, les points convenus seront soumis à l'organisme. S'il s'agit de lois, elles seront promulguées par le Président. S'il y a d'autres questions nécessitant des mesures particulières, l'Etat en assurera le suivi. De toute manière, l'organisme n'a pas voulu monopoliser la question des critères et a voulu tenir une réunion de concertation durant les prochains jours, à laquelle seront invitées plus de cent personnalités de toutes les tendances, avec lesquelles il se concertera sur les critères et les mécanismes. Tout de suite après, le dialogue commencera. L'organisme fixera le calendrier et la durée du dialogue qui sera d'un ou de deux mois, selon la décision des participants à cette séance de concertation. Ce dialogue est un processus très important. Il faut lui donner une chance. Il en va de tout l'avenir de la Syrie. Si nous souhaitons qu'il réussisse, il faut qu'il soit bâti sur ce dialogue auquel prendrons part toutes les parties existant sur la scène syrienne. Il ne faut pas s'attendre toujours à une vision émanant de l'Etat ou du gouvernement. Une dizaine de personnes ne pourront pas planifier pour des dizaines de milliers d'individus. C'est là où réside l'importance du dialogue.

Quant aux demandes urgentes du peuple, elles ont été mises en exécution avant le début du dialogue. Nous avons levé l'état d'urgence et annulé le tribunal pour la sécurité de l'Etat, ce qui est susceptible d'organiser l'action des organes compétents de manière à renforcer la dignité du citoyen sans porter atteinte à la sécurité de la Nation. Nous avons promulgué la loi qui organise le droit à la manifestation pacifique et renforce la liberté d'expression et de prise de position. Cela permet de rétablir le déséquilibre et de redresser l'orientation.

Certains s'interrogeaient sur la question des arrestations qui se sont poursuivies après la levée de l'état d'urgence. Je pense que la plupart des gens, aussi bien à l'état dans les organes compétents ou ailleurs, n'ont pas compris le sens de l'état d'urgence, ni celui de la levée de l'état d'urgence. Mais nous avons insisté sur son sens profond, à savoir que toute arrestation doit se faire par une autorisation du procureur général. L'enquête se fait dans un délai précis prolongeable par

l'autorisation du procureur général ou de la justice. Mais il y a une limite, sauf si la personne est arrêtée en flagrant délit. Le cas échéant l'autorisation ne s'impose pas, et les mêmes procédures se poursuivent suite à une autorisation du procureur général. La levée de l'état d'urgence ne signifie pas enfreindre la loi. C'est un point qu'il convient de connaître. La levée de l'état d'urgence ne concerne pas les sanctions ni leur contenu.

convaincu de la nécessité de parvenir à une meilleure représentation des citoyens dans les institutions élues, et en premier lieu à l'assemblée du peuple et aux conseils de l'administration locale, une commission de préparation d'un nouveau projet de loi sur les élections a été mise en place, ce qui renforce le rôle de ces institutions dans l'intérêt public, les rend plus efficaces, leur assure une plus large participation, et consacre les valeurs de justice, d'égalité, d'intégrité et de transparence. L'équité, la justice, la transparence et l'intégrité sont les titres de l'avenir que nous escomptons pour notre pays.

Cette question fait actuellement l'objet d'un débat public. La commission a terminé la préparation du projet. Je pense que cette loi sera importante, car la plupart des critiques que j'ai entendues des citoyens portaient sur leurs représentants dans les divers conseils. Cette loi permettra aux citoyens d'élire leurs représentants qui veillent à leurs intérêts. Une autre commission a été créée pour préparer les législations et les mécanismes de lutte contre la corruption, en vue de la limiter, de la contourner et d'en faire un cas anormal plutôt qu'un phénomène consacré comme un statu quo inévitable. Le citoyen aura un large rôle à jouer dans le contrôle et la contribution à ce processus. Sans la participation efficace de tous les citoyens, on ne réussira pas entièrement à éradiquer cette épidémie. Les médias jouent ici un rôle central. Ils seront l'œil et la voix du citoyen. Nous avons lancé un grand atelier pour moderniser les médias, élargir leur champ de liberté et renforcer leur responsabilité pour en faire un canal de communication transparente entre l'Etat et le citoyen. La loi fera l'objet d'un débat public pour tenir compte des remarques avant sa promulgation. Je pense que la commission des informations doit achever son travail le 24 juillet.

Un projet de loi sur l'administration locale a été préparé et fait l'objet d'un débat. Il s'agit à mon avis d'une des plus importantes mesures qui seront adoptées, étant donné ses implications sur le développement et la gestion participative qu'elle permettra des affaires locales. Elle contribuera à traiter plusieurs problèmes impossibles à régler avec l'actuelle centralisation administrative. Elle organisera les pouvoirs et les rapports entre les niveaux de l'administration locale, ce qui aura des répercussions positives sur leur performance générale, et par conséquent sur le citoyen.

De même, la Nationalité syrienne a été accordée aux citoyens kurdes inscrits sur les registres des étrangers, chose susceptible de renforcer l'unité Nationale et de créer une plus grande stabilité à long terme.

36 milles demandes ont été faites jusqu'à présent, et le nombre de pièces d'identité délivrées dépasse les 6700.

La mise en place d'une commission chargée d'examiner une nouvelle loi sur les partis était un pas essentiel sur la voie du développement politique et de l'élargissement de la vie démocratique. Une nouvelle loi sur les partis enrichie le pluralisme politique et ouvre la voie devant une plus large participation des divers courants à la vie politique.

Ces lois, se bouquet de mesures politiques sont aptes à créer une nouvelle réalité politique en Syrie, à travers l'élargissement de la participation populaire à la gestion de l'Etat. Elles permettront au citoyen d'assumer ses responsabilités en contribuant à la prise de décision, au contrôle et à la demande de comptes. Elles entraineront aussi de profondes mutations au niveau de la dynamique politique et populaire, permettant de remettre en cause beaucoup de règles gérant l'action politique

dans le pays, et nécessitant une révision de la constitution menant soit à l'amendement de certains de ses articles, soit à l'adoption d'une nouvelle constitution qui aille de pair avec les changements de la structure économique, politique et sociale en Syrie durant les quatre dernières décennies.

L'ensemble de ces lois feront l'objet d'un dialogue national. Certains points sont bien entendu utiles à souligner à cet égard. Certains considèrent qu'il y a une tergiversation de la part de l'Etat sur la question de la réforme politique ; c'est-à-dire que l'Etat n'est pas sérieux dans sa volonté d'entreprendre la réforme. Je voudrais insister sur le fait que le processus de réforme émane pour nous d'une conviction absolue, car il illustre l'intérêt de la Nation et reflète la volonté du peuple. Quiconque doté de raison ne saurait s'opposer à l'intérêt de la patrie ni au peuple.

Le plus important est que personne ne s'oppose à la réforme. C'est une question qu'on m'a posée. Personnellement, je n'ai rencontré personne à l'Etat opposée à la réforme. Tout le monde est enthousiaste. Le problème c'est quelle réforme nous voulons ? Quels sont les détails ? L'ensemble des lois que j'ai déjà mentionnées sont des lois dans le sens général. Mais quels sont les détails que nous voulons et que nous jugeons utiles ? Certains souhaitent ou s'attendent à ce que la loi soit promulguée et signée par le Président. C'est facile. Cela est-il possible ? bien sûr. Est-ce que cela aura des conséquences positives et sera-t-il dans l'intérêt général ? Peut-être.

Lorsque je dis « Peut-être », ça veut dire que tout est possible. Nous ne pouvons pas procéder à un processus de réforme globale après cinquante ans de modèle politique précis en faisant un saut dans l'inconnu. Il faut savoir où l'on est et quel chemin prendre pour avancer. Ce que nous faisons à présent, c'est de construire le futur. Dans l'avenir, ce futur sera l'histoire. Cette histoire ou cet avenir que nous bâtissons à présent aura des répercussions sur les prochaines générations et les prochaines décennies. Même s'ils entreprennent des modifications conformes à leurs circonstances futures, ce que nous nous faisons est un tournant qui affectera l'avenir de la Syrie. Il est donc indispensable d'assurer la plus grande participation, et c'est là où réside l'importance du dialogue national. Une plus grande participation pour voir sous un angle plus vaste et plus loin vers l'avenir. Dire que le Président doit diriger le processus de la réforme, ne signifie pas que le Président doit remplacer le peuple et effectuer seul ce processus de réforme. Le leadership ne signifie pas se tenir seul, mais être en avant, en tête, accompagné des gens. Cette direction serait alors pratique, concertante et interactive. Je dois insister à nouveau sur l'importance du dialogue national.

Sur quoi portera le dialogue ? Nous parlons de la loi sur les élections. Quelle est cette loi qui est dans l'intérêt général de la Syrie ? Est-ce que nous voulons une petite, une moyenne ou une grande circonscription ? À chacune ses points forts et ses points faibles. Quelle est la loi sur les élections qui assure la cohésion de la société syrienne plutôt que sa dislocation ? Quelle est cette loi conforme à la nouvelle loi escomptée sur les partis ? Quelle est cette dernière loi qui entraîne la cohésion sociale en Syrie, sauvegarde l'unité du pays et empêche en même temps qu'il ne devienne un ballon comme se fût le cas il y a plusieurs décennies ? Il y a beaucoup d'autres questions à poser.

Pour ce qui est de la loi sur les élections, veut-on élire une personne ou un programme ? Il y a des questions auxquelles nous n'avons pas de réponses. Même si nous en avons, il est inconcevable de dire que telle réponse est la bonne, avancer et faire porter aux générations futures tous les points négatifs. Nous devons assumer ensemble la responsabilité. Notre peuple est lucide, et il s'agit de tout soumettre au débat. Il est donc indispensable de répondre à ces questions comme à d'autres. Faut-il promulguer les lois sur les partis et les élections avant les prochaines élections du conseil du peuple ? La majorité répond par un oui. Certains veulent séparer la loi des élections de celle des partis, et souhaitent que la nouvelle assemblée promulgue cette loi. Veut-on, comme certains le proposent, reporter de trois mois l'assemblée du peuple, ou non ? En ce qui nous concerne, nous ne voulons pas adopter une réponse précise à la plupart de ces questions. Nous pouvons être neutres en tant qu'Etat. Ce qui compte c'est l'unanimité populaire sur ces points comme sur d'autres, sans

laquelle nous aurons en Syrie un grand problème.

La question de la constitution est bien entendu un peu à part. Faut-il en modifier quelques articles y compris l'article 8, ou faut-il changer toute la constitution vieille d'environ 40 ans ? Ce serait peut-être mieux de la changer entièrement. Certains proposent qu'on prenne à présent quelques mesures et qu'on procède à un remaniement de certains articles, pour passer ultérieurement à une révision globale de cette constitution. S'il y a modification de quelques articles, l'assemblée du peuple est alors indispensable. Si l'on demande de changer toute la constitution, nous aurons alors besoin d'un référendum. Beaucoup de questions que je peux poser sans y donner un calendrier précis. Mais il vaut mieux que ce calendrier soit établi en fonction de ces questions.

La plupart des commissions ont achevé leurs travaux, à l'exception de celles des informations qui en aura jusqu'au mois de juillet. Celle qui se penche sur la loi sur les partis achèvera dans quelques jours qui viennent. Si nous terminons les deux lois sur les partis et les élections, les deux plus importantes dans le processus de réforme politique, nous pourrons alors entamer directement le dialogue national et se débattre de ces lois qui seront ultérieurement promulguées.

Je ne veux pas fixer pour ce dialogue un calendrier à leur place. Certains ont proposé le délai d'un mois, d'autres deux mois. De toute manière, si les élections de l'assemblée du peuple ne sont pas reportées, elles auront lieu en août prochain. Nous aurons alors en principe une nouvelle assemblée au mois d'août. Nous pouvons dire que nous sommes capables de finaliser cette série de lois fin août, ou disons début septembre. La question de la constitution est tout autre, car elle a besoin de l'assemblée du peuple qui, élu en août prochain, pourra se pencher directement sur les amendements de la constitution. Par contre, si elle est reportée de trois mois par une décision du dialogue national, l'ensemble de ces mesures s'achèvera avant la fin de l'année en cours, soit dans cinq mois. Si nous souhaitons remettre en cause toute la constitution et en établir une nouvelle, le processus sera totalement différent. Il y aura alors un organe constitutionnel qui soumettra la constitution à un référendum. Ce que nous allons faire tout de suite, c'est de mettre en place une commission chargée de préparer une étude générale sur la constitution, avec tous les scénarios possibles. Nous allons donc réduire le temps, et la commission entreprendra dans les quelques prochains jours cette étude. Elle devra l'achever au bout d'un mois pour la soumettre ensuite au dialogue national. Les échéances seront alors claires et précises : trois mois jusqu'au début du mois de septembre, ou cinq mois jusqu'à la fin de l'année en cours. Telle est la marge. Mais nous allons continuer à étudier toutes les lois ainsi que la constitution qui sera la dernière étape.

On a beaucoup parlé du retard dans la réforme. C'est bien ce que j'ai dit devant l'assemblée du peuple. Certains ont commencé à s'interroger sur la raison de ce retard. Il n'y avait pas de justification. J'ai bien dit « nous sommes en retard », mais je n'ai pas dit qu'on s'est arrêté. En effet, la loi sur la levée de l'état d'urgence était prête depuis déjà environ un an et demi. Le projet de loi sur les partis existe aussi depuis environ un an. Celle de l'administration locale a commencé il y a moins d'un an. Pourquoi a-t-on donc reporté la promulgation des deux premières lois ? Parce que nous avons pensé que la loi sur l'administration locale qui est la plus importante dans le processus de la réforme a deux aspects, l'un électoral, l'autre participatif. Entrer dans ce domaine nécessitait de toute manière un amendement de la loi sur les élections. Nous étions donc au plein cœur de la question des priorités, sans négliger pour autant les autres lois. Nos priorités étaient alors différentes de celles d'aujourd'hui.

Au milieu de ce grand atelier de réforme, de lois et de dialogue, nous n'avons pas oublié que les préoccupations de la vie quotidienne du citoyen syrien restent les plus urgentes. Le gouvernement a, en effet, pris plusieurs décisions allant dans la direction de l'amélioration des conditions de vie, notamment celle relative à la baisse des prix du mazout, répondant ainsi à une demande formulée par toutes les délégations que j'ai rencontrées. Nous espérons que ses répercussions se feront sentir

à court terme sur le niveau de vie des couches populaires en particulier.

Nous avons également œuvré à baisser les coûts de construction en révisant les droits relatifs à cette activité en collaboration avec l'ordre des ingénieurs et en vue d'alléger les charges financières qui pèsent sur les citoyens dans les limites du possible, et dans l'espoir de relancer l'économie, de fournir des emplois supplémentaires et de surmonter les grandes pertes affligées à l'économie syrienne durant les derniers événements, lesquelles augmenteront l'endurance des citoyens si nous n'y faisons pas rapidement face.

C'est une série de mesures destinées à atténuer la crise et à alléger les charges des citoyens. D'autres mesures sont entreprises par le gouvernement. L'important à présent c'est d'œuvrer tous ensemble pour restituer la confiance en l'économie syrienne. La chose la plus grave à laquelle nous faisons face durant la prochaine étape c'est l'affaiblissement ou l'effondrement de l'économie syrienne. Une grande partie du problème est psychique. Il ne faut pas se laisser se décourager. Nous ne serons pas vaincus par la peur. Il faut vaincre le problème par le retour à la vie normale.

C'est la vie normale qui a un impact sur le moral, lequel a un impact sur l'économie. Bien sûr, le retour à la vie normale se fera dans les mesures du possible. La crise nous ensanglante, oui ... Elle nous cause de la peine, oui. Elle nous perturbe, oui. Elle nous fait tomber par terre, oui. A condition de se redresser à nouveau avec persévérance et ténacité, pour poursuivre le cours normal de la vie.

Je voudrais ici remercier et exprimer ma haute appréciation à tout citoyen ayant contribué à la campagne de soutien de la livre syrienne. Certains qui disposent de moins de 1000 livres y ont pris part. D'autres possèdent quelques milliers en ont fait de même. Une fois la crise terminée, il faudrait qu'on demande à toute personne aisée : quel était votre rôle, et comment avez-vous contribué à cette campagne ? Car c'est un devoir national.

Le développement administratif demeure le plus grand défi à relever dans nos institutions. Nous procéderons à l'organisation des pouvoirs et au contrôle des pratiques. Nous empêcherons donc l'enchevêtrement des activités des institutions, et l'interférence de personnes officielles ou publiques dans les activités des institutions. Des critères adéquats seront adoptés pour choisir les cadres et évaluer la performance, interdire le favoritisme. Des mesures ont été prises à cet égard. 120 autorisations de sécurité considérées jadis comme faisant partie de la routine ont été annulées. En même temps le lien a totalement été dissocié récemment entre les organes de sécurité et les établissements civils. Nous devons compter davantage sur l'inspection, la justice, le contrôle financier et l'organisme de lutte contre la corruption dans sa nouvelle formule. Les médias contribueront au contrôle de ce processus et permettront de rendre transparente l'action gouvernementale. Ils constitueront un canal supplémentaire de communication entre les institutions de l'Etat et les citoyens à travers les organisations et les syndicats qui défendent leurs intérêts, s'ajoutant ainsi à d'autres canaux directs ou indirects.

Nous devons nous pencher aussi sur la question économique et chercher un nouveau modèle économique. Dans le passé, il y avait deux modèles : le modèle socialiste et le modèle capitaliste. Beaucoup considèrent ou croient que ces modèles ont échoué. Aujourd'hui, nous ne disposons pas de modèles qui puissent être adoptés tels quels. Nous devons absolument chercher un modèle qui soit adapté au contexte syrien. Les mesures que nous adoptons actuellement consistent à traiter avec les médias, comme avec l'endurance. C'est traiter des problèmes momentanés, mais des problèmes à long terme.

Si nous ne savons pas quel modèle convient le mieux à la Syrie et lui assure la justice sociale et l'équité entre riches et pauvres, entre zones rurales et zones urbaines, car la différence est énorme entre la ville et la campagne malgré la politique de développement équilibré adoptée par la Syrie, y

compris l'égalité des chances, l'indépendance économique et le développement des ressources locales, je pense que cette question a besoin d'un dialogue national ultérieur, qui abordera les questions économiques, pour savoir où l'on va dans ce domaine.

Tels sont quelques principaux titres marquant la prochaine étape, lesquels constituent des axes à d'autres titres. Il va sans dire qu'un seul discours ne peut pas tout aborder. Aussi, le dialogue National sera-t-il le lieu où sera posée toute autre question pouvant enrichir ce qui a été évoqué dans mon discours.

La prochaine étape est celle qui consiste à transformer la Syrie en un chantier pour compenser le temps perdu, réparer les dégâts, combler les brèches et guérir les plaies. Lorsqu'un citoyen syrien saigne, quel qu'il soit et quel que soient les circonstances, c'est toute la Nation qui saigne. Arrêter l'hémorragie est une responsabilité Nationale qui incombe à tous. Rester neutre c'est approfondir les plaies. Nous sommes tous responsables de la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité de la Nation, indépendamment de nos positions et de nos opinions.

Nous poursuivrons et demanderons des comptes à tous ceux qui ont versé le sang ou chercher à le faire. Quant au retard dans les procédures juridiques dû à la bureaucratie, il ne signifie nullement ni atermoiement ni relâchement. Tout le monde a subi des dégâts et il incombe à l'Etat d'en demander des comptes. C'est son droit comme celui des citoyens.

La commission spéciale d'enquête judiciaire fait son travail sans la moindre intervention. Elle jouit d'une immunité totale. Elle procède en toute indépendance et je suis de près son travail de temps en temps. Elle ne fonctionne pas selon des critères politiques mais judiciaires et cherche donc les preuves avant d'inculper les gens. Certains pensent qu'elle n'a rien fait jusqu'à présent. Ce n'est pas vrai. Elle a arrêté plusieurs personnes impliquées, et elle poursuit l'enquête. Appliquer la loi ne signifie en aucun cas se venger de ceux qui ont transgressé la loi sans tuer ni saccager. L'Etat, comme une mère ou un père, embrasse tous ses enfants. Il entretient avec eux des liens fondés sur la clémence et l'amour, non sur la rancune et la vengeance. Lorsqu'il pardonne aux fautifs, c'est dans le but de consacrer cette relation saine, sans que cela ne signifie qu'il renonce à la vigueur lorsqu'il s'agit de porter atteinte à l'intérêt public.

Certains disent que quelques manifestants continuent à le faire parce qu'ils se croient poursuivis par l'Etat. Nous avons annoncé une amnistie générale pour quiconque se rend pendant les mois d'avril et de mai. Certains ont renoncé aussi à leurs armes et ont tout de suite bénéficié du pardon. Je vous dis d'essayer de communiquer avec l'état, vous y trouverez tolérance et accueil favorable, même ceux qui ont porté les armes sans les utiliser. Quant à la terreur et aux meurtres perpétrés contre les citoyens, c'est une autre affaire et l'Etat ne peut qu'appliquer vigoureusement la loi.

En même temps, j'invite toute personne ayant déserté sa ville ou son village à y revenir. C'est crucial, car la ville meurt sans ses habitants. Il n'est pas possible de reprendre la vie normale et les activités économiques avec des gens qui quittent leurs régions. J'appelle à toute personne, à toute famille ayant quitté sa ville ou son village d'y revenir le plus rapidement possible, notamment les habitants de Jesr al-Choughour et des villages environnants qui ont quitté pour la Turquie. Certains leurs disent que l'Etat se vengera d'eux. Moi je leur affirme que ce n'est pas vrai et que l'armée sera là pour assurer leur sécurité et celle de leurs enfants. Nous espérons les voir bientôt à Jesr al-Choughour.

Certains s'interrogent sur la manière avec laquelle ils pourront contribuer à résoudre le problème. Bien entendu, nous n'avons pas de solution toutes faites mais nous voulons faire quelque chose. Je leur dis : il y a le rôle du peuple et celui de l'Etat. L'Etat joue son rôle à travers les réformes politique, économique et autres dont j'ai parlées, ainsi que la réforme du secteur des services. Il y a

des insuffisances dans ce domaine, il y a des injustices commises et qui ont porté préjudice aux citoyens et l'Etat doit y remédier. Il y a les saccageurs qui terrorisent et tuent, et que l'Etat doit poursuivre.

La question est de savoir si la solution est politique ou de sécurité. Certains disent que la solution de sécurité a échoué et qu'il faudrait donc s'orienter vers le règlement politique. Notre point de vue est que la solution est politique. Le problème réside essentiellement dans des demandes politiques, économiques et sociales. Ce qui détermine la manière de procéder ce n'est pas, cependant, le point de vue de l'Etat mais la nature du problème. Nous n'avons pas souhaité ni imposé la présence des saccageurs. Faut-il choisir avec eux la solution politiques ? Ce n'est pas objectif de le penser, car il n'y a pas de règlement politique avec ceux qui portent l'arme et tuent.

Nous souhaitons la solution politique. Nous souhaitons que l'armée retourne à ses casernes le plus rapidement possible. Nous espérons voir regagner leurs bureaux et leurs postes les agents de sécurité. Il faudrait que la police et la justice traitent avec les citoyens. Ces derniers ne doivent pas avoir affaire à l'armée ni aux services de sécurité, mais à la police et à la justice. Le problème c'est que l'organe de police en Syrie n'est pas bien formé pour ce genre de situations. Nous avons tout de suite procédé au recrutement de policiers, mais le nombre des recrutés reste encore limité et le processus de formation est assez long. Indépendamment de la crise, si nous voulons organiser la relation entre le citoyen et l'Etat dans cette direction, cela prendra du temps.

Je m'adresse aux citoyens, au peuple pour leur dire que nous voulons qu'ils appuient la réforme, ce qui est normal car c'est le peuple qui réclame la réforme. Soutenir la réforme signifie isoler les réformateurs des saccageurs et de ceux qui prétendent vouloir la réforme pour la tourner à leur profit. Nous voulons qu'ils œuvrent à empêcher le chaos, les parents avec leurs enfants, le frère avec ses frères, l'ami avec ses amis. Il s'agit d'un processus de sensibilisation. Nous voulons transformer les manifestations en articles, nous voulons les remplacer par des idées, les transformer en un dialogue, en un travail sur le terrain. Je ne parle pas de choses théoriques mais pratiques. Dans plusieurs régions les citoyens ont œuvré côte à côte avec l'Etat pour le processus de développement et la lutte contre la corruption. Ils ont œuvré à maintenir la sécurité de leurs villes et villages. Cela nécessite des canaux de communication entre les citoyens et l'Etat. Lorsque nous avons établi de tels canaux, les manifestants sont devenus des personnes qui cherchent à construire le pays. Manifester c'est exprimer une souffrance, une endurance à laquelle l'Etat n'est pas sensible. Lorsqu'il l'est devenu la situation a complètement changé. Chaque citoyen peut devenir productif grâce à ces canaux. Cette étape est bien entendu provisoire, jusqu'à ce que les partis assument un rôle et deviennent les canaux naturels qui transforment les énergies en une action dynamique sur le terrain, et contribuent au retour à la vie normale. Même si cette crise dure encore des mois ou des années, nous devons nous y adapter et la contenir.

Pour le moment, nous avons une armée. Jusqu'à ce qu'elle retourne à ses casernes, nous devons la soutenir, faire appel à elle partout dans le pays, car les éléments de l'armée sont des frères pour chaque citoyen syrien, et l'armée est toujours notre honneur et notre dignité.

Les jeunes ont un grand rôle à jouer dans cette étape. Ils se sont prouvés, à commencer par l'armée électronique qui a créé une réalité virtuelle, en passant par la campagne du don du sang, jusqu'à d'autres initiatives. J'ai rencontré plusieurs délégations de jeunes personnes lucides et patriotiques, ce qui va de soi. Cette génération doit se préparer pour la prochaine étape politique pour que nous soyons un modèle à suivre dans toute la région. Plutôt que de prendre des leçons, nous allons leur en donner quelques-unes.

J'ai recensé plus de 1100 petites et grandes questions. Beaucoup souhaite que j'évoque telle ou telle autre question. Celles que j'ai abordées ne sont pas les seules qui nous posent problème, mais elles

sont les plus importantes et les plus générales. Toutes les autres, nous continuons en tant qu'Etat à les traiter.

Mes rencontres intensives avec les délégations populaires m'ont permis d'élargir les canaux de communication directs que je maintenais déjà avec les citoyens. Ils ont constitué une source d'informations très riche sur la réalité des choses. C'est ce dont chaque responsable a besoin.

Dans l'étape à venir, je tâcherai de maintenir ces rencontres qui me donnent confiance et constituent une boussole orientant nos politiques intérieures et extérieures, que j'ai toujours voulues inspirées du pouls du peuple et exprimant sa volonté. Ce peuple qui n'admet qu'une Syrie indépendante par sa décision et sur son territoire ; qui refuse que sa patrie devienne un ballon de jeu plutôt qu'un joueur sur son propre terrain ; et qu'elle soit mesurée à sa superficie géographique et encerclée à l'intérieur de ses frontières plutôt que de prendre toutes ses dimensions régionales vitales et naturelles, pour devenir un Etat de tributs s'arrachant les miettes qui lui sont jetées de l'extérieur.

Nous devons donc être conscients du fait que la réforme et le développement ne constituent pas seulement un besoin intérieur mais une nécessité vitale pour faire face à tous les complots. Notre seul choix est donc de réussir notre projet intérieur pour mener à bien notre projet extérieur. Les pressions visent le rôle résistant de la Syrie face aux plans de division confessionnelle dans la région où il n'y a ni résistance ni droits, mais effondrement et capitulation. Etablir la sécurité est le point de départ de tout acquis. Le peuple est le plus apte à sauvegarder la sécurité et la patrie. Je le dis en m'appuyant sur l'expérience et les faits, et non par courtoisie. C'est en fait le peuple qui a protégé le pays durant les années difficiles, et qui le protège aujourd'hui. Ce sont ces jeunes qui ont fait face, pris l'initiative et exécuté, formant par leur propre initiative des comités populaires et des groupes de jeunes, hissant bien haut le nom de la patrie, et reflétant son âme et le pouls de son peuple et de sa jeunesse. L'Etat puise sa force à son peuple qui puise la sienne à sa dignité, sa dignité à sa liberté, sa liberté à la force de son Etat. Que le peuple et l'Etat s'enlacent ; que les mains de l'armée, des forces de sécurité et de la police se croisent avec celles des citoyens pour empêcher la discorde, sauvegarder la patrie et la maintenir glorieuse.

Le destin de la Syrie est de subir les malheurs. Mais son destin est aussi de s'en sortir la tête haute, forte, résistante et victorieuse ; de s'en sortir plus forte grâce à sa solidarité sociale, à ses valeurs bien fermes, à la détermination de son peuple clairvoyant, civilisé et ouvert. C'est vous qui avez empêché qu'on confonde les convoitises des grandes puissances avec la volonté de réforme et de changement chez les peuples. Vous avez protégé l'élan de la jeunesse et empêché qu'il ne périsse sur l'autel de la cupidité internationale. C'est vous qui avez arrêté toutes les tentatives de discorde confessionnelle mobilisées contre la Nation, et décapité le serpent qui menaçait de mordre le corps syrien et de le tuer. Je vous dis : tant que vous jouissez de cet esprit, de cette grandeur d'âme et d'une telle appartenance profonde....

La Syrie sera saine et sauve.